

01-04-08

Sarkozy mis devant ses responsabilités

Elus, syndicats, collectivités locales et industriels ont appelé hier Nicolas Sarkozy à tenir sa «promesse» de maintenir en activité l'aciérie de Gandrange (Moselle) dont ArcelorMittal, qui ne veut pas vendre, doit confirmer vendredi la fermeture partielle.

■ La charge a été menée par le Parti socialiste (PS) qui a exigé du chef de l'Etat qu'il «tienne les promesses faites devant les salariés» lors de la visite qu'il a effectuée le 4 février dans l'usine mosellane.

«Il serait incompréhensible que cet engagement du président de la République ne soit pas tenu», a expliqué Stéphane Le Foll, bras droit du premier secrétaire François Hollande.

A Gandrange, M. Sarkozy avait assuré devant 400 sidérurgistes que, «soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal, (le patron indien d'ArcelorMittal, de revenir sur son plan de restructuration, ndlr) et nous investirons avec lui, soit nous trouvons un repreneur, et nous investirons avec lui».

«Votre visite à Gandrange (...) vous place en première ligne», a estimé de ce fait le président (PS) du conseil régional de Lorraine, Jean-Pierre Masseret. «M. Mittal, la seule personne à décider en dernier ressort, vous doit des explications» sur la fermeture de Gandrange, a ajouté M. Masseret dans une lettre transmise hier à l'Elysée.

Dimanche, la porte-parole du groupe PS à l'Assemblée et députée de Rombas (Moselle), Aurélie Fillipetti, avait annoncé qu'elle



Le 4 février, dans l'usine mosellane, le chef de l'Etat français avait fait des promesses. Tout le monde attend maintenant qu'il les tienne. (Photo: AFP)

demanderait «l'appui» du Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, car, selon elle, «il y a fort à craindre que les belles paroles du président de la République ne soient que des effets d'annonce».

Le plan de restructuration annoncé début janvier par ArcelorMittal prévoit une fermeture d'ici à avril 2009 de l'aciérie électrique et du train à billettes (installation de laminage), entraînant la suppression de 575 des 1.108 emplois de l'usine spécialisée dans les aciers longs, le segment le plus profitable de la métallurgie.

La CFDT avait indiqué samedi que le groupe allait confirmer ce plan lors d'un comité d'entreprise devant se tenir vendredi à Metz. Hier à Paris, la direction d'ArcelorMittal France a officiellement déclaré, pour la première fois, que la question de la cession de Gandrange «ne se posait pas», répétant qu'elle «n'avait reçu aucune offre» de reprise du site.

M. Sarkozy doit «forcer» M. Mittal à vendre Gandrange, a répondu à Amnéville (Moselle) Alain Stahl, directeur du cabinet du député-maire (UMP) de la ville, qui a présenté vendredi à Bercy le groupe sidérurgique brésilien Ger-

dau comme candidat à la reprise. «Si Gerdaud faisait directement une offre à ArcelorMittal, celle-ci n'aurait aucune chance d'être acceptée», selon lui.

Les syndicats ont également demandé à M. Sarkozy de tenir la «promesse faite à Gandrange». Le président de la République a dit que le site ne fermerait pas. Il faut que sa promesse soit tenue», a estimé sur France 2 le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly.

A Gandrange, la CFDT a demandé à être reçue à l'Elysée. «Nous attendons du président qu'il s'explique sur les entretiens

de Bercy avec Gerdaud», a déclaré Patrick Auzanneau, responsable CFDT d'ArcelorMittal France.

Interrogé à Paris, le Premier ministre, François Fillon, a réaffirmé l'objectif du gouvernement que «tous les emplois» soient préservés mais aussi que «les capacités industrielles de notre pays, en particulier dans le domaine de la sidérurgie, ne se réduisent pas». (AFP)

Gerdaud dément vouloir reprendre le site

Le groupe sidérurgique brésilien Gerdaud a démenti hier soir être candidat à la reprise de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange, à l'Est de la France, dans un bref communiqué.

«Le groupe Gerdaud indique qu'il n'est pas intéressé par l'acquisition de l'usine Gandrange d'ArcelorMittal», affirme dans un communiqué le groupe Gerdaud dont le siège à Porto Alegre (sud du Brésil).

Le ministère français de l'Economie a confirmé hier que des dirigeants du groupe brésilien Gerdaud, avaient été reçus à Bercy mais a indiqué qu'ils n'avaient présenté «aucune offre» lors de la rencontre.

«A l'issue de ce rendez-vous, il a été recommandé au groupe Gerdaud, qui n'a présenté à ce jour aucune offre de reprise, d'entrer directement en relation avec la direction du groupe ArcelorMittal, pour préciser, le cas échéant, ses intentions», a précisé Bercy dans un communiqué. (AFP)